

Culture, Pilier du développement au Cameroun

[Culture, Pillar of Development in Cameroon]

Marie-Liliane DIBOMA

Linguiste-Chercheure,
Centre Nationale d'Éducation,
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation,
Yaoundé, Cameroun

Copyright © 2015 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The balance of policy development implementation in Africa since the 1970s is quite mixed. The development is not the only economic growth function. It constitutes a means to access an intellectual, emotional, moral and spiritual existence. This participates to indicate that as such, development is indivisible of culture. Today, it is increasingly found that, it is a development rooted in the culture, and sensitive to local context which is in fact likely to be sustainable. The objective of this reflection is to raise the fundamental place that must occupy the culture in the process of Cameroon's development, and suggest the mechanisms by which it could actually be incorporated into the national project of emergence. This work is mainly based on an empirical analysis of international institutions' documents, and the experience of countries that have emerged in relying on their culture throughout the world. We hypothesize that the identification of social cultural models and their taking into account in the formulation of the policy of Cameroon's development could be significant asset to the achievement of an inclusive and sustainable development in Cameroon. Clearly, these procedures may allow Cameroon to take into account local cultures in the national development project long term. It is education and enhancement of local languages.

KEYWORDS: Culture, development, sustainable development, emergence, education.

RESUME: Le bilan des politiques de développement mise en œuvre en Afrique depuis les années 70, est assez mitigé. Le développement n'est pas fonction de la seule croissance économique. Il constitue un moyen d'accéder à une existence intellectuelle, affective, morale et spirituelle, qui participe à indiquer que comme tel, le développement est indivisible de la culture. Aujourd'hui, il est de plus en plus avéré que c'est un développement enraciné dans la culture et sensible au contexte local qui est en fait le seul mode de développement susceptible d'être durable. L'objectif de la présente réflexion est de relever la place fondamentale que doit occuper la culture dans le processus de développement du Cameroun et de suggérer le mécanisme par lequel elle pourrait effectivement être intégrée dans le projet national d'émergence. Ce travail repose majoritairement sur une analyse empirique des actes des institutions internationales et l'expérience des pays qui ont émergé en s'appuyant sur leur culture à travers le monde. Nous formulons l'hypothèse que, l'identification des modèles culturels sociaux et leur prise en compte dans la formulation de la politique de développement du Cameroun pourrait constituer un atout significatif à la réalisation d'un développement inclusif et durable au Cameroun. Manifestement, deux modalités peuvent permettre au Cameroun de prendre en compte les cultures locales dans le projet national de développement à long terme. Il s'agit de l'éducation et la valorisation des langues locales.

MOTS-CLEFS: Culture, Développement, développement durable, émergence, éducation.

1 INTRODUCTION

La formulation du projet national de développement ou « Vision 2035 » montre que le Cameroun est engagé dans une dynamique, dont les objectifs sont de réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable, d'atteindre le stade de pays émergent et de renforcer l'unité nationale par la consolidation du processus démocratique et la promotion des Droits de l'Homme. Cette volonté repose, en ce qui concerne les dix premières années du projet (2010-2020), sur les stratégies de croissance économique et de promotion de l'emploi. Cet important projet semble toutefois n'avoir pas pris en compte la culture, pas comme une activité économique, mais en tant qu'une dimension fondamentale de tout processus d'un développement qui se veut inclusif et durable.

Dans la détermination de la place reconnue à la culture dans toute dynamique de développement, R. WEBER [1] relève que les échecs de certaines politiques économiques et de certains modèles de développement, souvent imposés par le Nord, ont conduit à une reconsidération des approches du développement. En effet, précise-t-il, « *Il apparaît aujourd'hui, de plus en plus clairement, que le non-développement, ou le mal-développement, de certains pays africains ne dépend pas exclusivement de paramètres économiques, écologiques, sociaux ou politiques, mais que la culture – moteur ou frein – exerce une influence énorme et revêt une importance égale à la bonne gestion des affaires publiques, à l'égalité des sexes ou à l'éducation scolaire. Une culture repliée sur elle-même, très hiérarchisée et axée uniquement sur des valeurs traditionnelles, peut devenir trop par trop rigide et rendre d'autant plus difficile l'adaptation à des changements profonds. Par contre, si les traditions accordent – comme c'est le cas en Afrique -, une grande place à la tolérance et au débat, ainsi qu'à la dignité de chacun et à un harmonieux vivre-ensemble, elles peuvent faciliter le passage à une autre forme de société, qui trouvera pleinement sa place dans une mondialisation plus humaine et dans une société de la connaissance respectueuse de la diversité culturelle.* »

Ainsi, comme le démontre à suffisance l'échec des politiques de développement mise en œuvre en Afrique depuis les années 70, le développement n'est pas synonyme de la seule croissance économique. Il constitue un moyen d'accéder à une existence intellectuelle, affective, morale et spirituelle, qui participe à indiquer que comme tel, le développement est indivisible de la culture. A ce stade, l'on peut d'ores et déjà percevoir la culture comme une sphère où la société exprime son rapport au monde, son originalité, s'analyse et projette son avenir. Socle sur lequel se fondent l'organisation et le fonctionnement de la société, elle détermine le style et le contenu du développement économique et social [1].

La prise en compte, par la communauté internationale, du rôle de la culture dans le développement est désormais effective. En effet, d'après R. WEBER, même si la Banque mondiale a pris conscience, dès la fin des années 90, que « la culture compte », c'est la prise en compte, par le Sommet de Johannesburg sur le développement durable (septembre 2002) de la culture et de la diversité culturelle comme « 4^{ème} pilier » du développement durable (à côté de l'environnement, de l'économie et du social) et la publication du Rapport mondial 2004 du PNUD sur le développement humain, consacré à « la liberté culturelle dans un monde diversifié », qui ont tracé une nouvelle conception du développement, plus respectueuse de la culture et comptant sur elle pour donner une nouvelle vigueur et un autre dynamisme aux différentes stratégies de développement.

Aujourd'hui, il est de plus en plus avéré que c'est que un développement enraciné dans la culture et sensible au contexte local qui est en fait le seul mode de développement susceptible d'être durable. Cette idée est d'ailleurs partagée par le Prix Nobel AMARTYA SEN [2], qui a affirmé que « *les aspects culturels font entièrement partie de nos vies. Si le développement peut être considéré comme la promotion de nos conditions de vie, les efforts orientés vers le développement pourront difficilement ignorer le monde de la culture* ».

Devant cette réalité manifeste de la place de la culture dans la formulation et la mise en œuvre, l'on pourrait s'interroger sur la pertinence de la prise en compte de la dimension culturelle de la société camerounaise, dans le projet national d'émergence à l'horizon 2035. Cette interrogation nous amène à poser comme hypothèse que l'identification des modèles culturels sociaux et leur prise en compte dans la formulation de la politique de développement du Cameroun pourrait constituer un atout significatif à la réalisation d'un développement inclusif et durable au Cameroun. En rapport avec ce qui précède, l'objectif de la présente réflexion est de relever la place fondamentale que doit occuper la culture dans le processus de développement du Cameroun et de suggérer le mécanisme par lequel elle pourra effectivement être intégrée dans le projet national d'émergence.

Dans le cadre de notre analyse, nous adoptons la définition de l'UNESCO [3] pour qui la culture est l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social, ainsi que celle de JB ONANA[4], qui la considère comme les croyances, valeurs et modes de vie à travers lesquels les individus acquièrent une identité, se forgent un destin et donnent un sens à leur existence. Le développement quant à lui, va s'entendre dans le sens de la Déclaration des Nations Unies sur le Droit au développement, selon laquelle le développement est un processus global,

économique, social, culturel et politique, qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et significative au développement et au partage équitable des bienfaits qui en découlent.

Le présent travail, qui porte sur l'importance de la composante culturelle des sociétés locales dans la construction d'un développement inclusif et durable au Cameroun, repose majoritairement sur une analyse empirique. Il s'agit de ressortir, au travers des actes des institutions internationales et de quelques expériences, l'importance de la prise en compte des facteurs culturels d'une société dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement de cette dernière. Notre démarche, ne devrait pas être interprétée une tentative de porter des jugements de valeurs, ni de stigmatiser certaines cultures en les comparant à d'autres. Nous sommes motivés par la nécessité de ne voir aucune variable significative et pertinente mise de côté dans la définition et la formulation de la politique de développement à long terme du Cameroun. En effet, croyant que le chemin vers le développement n'est pas universel, mais singulier à chaque pays, régions ou localité (les faits ayant démontrés que l'application des politiques de développement calquées sur le modèle occidentale ont connu des échecs cuisants en Afrique), il s'agit en réalité de poser les jalons de recherches futures en faveur de la définition d'un modèle de développement propre au Cameroun et tributaire de ses caractéristiques socioculturelles, tout en encourageant la diffusion par les pouvoirs publics de valeurs morales capables de favoriser une adhésion des populations au projet national.

La vérification de notre hypothèse de recherche, nous amènera à faire ressortir tour à tour la dimension culturelle du développement dans son approche conceptuelle et théorique, quelques expériences de développement illustratives de la relation entre culture et développement et enfin, quelques modalités de prise en compte de la culture dans le projet de développement du Cameroun.

2 LA DIMENSION CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT

Si à ce jour les relations de causalité entre les valeurs culturelles et le développement ne font pas encore l'unanimité dans la communauté scientifique, il faut tout de même reconnaître, à la lumière des faits et des expériences de développement singulières des peuples du monde, qu'il existe un lien étroit entre les valeurs, croyances et aspirations d'un groupe social, et l'aptitude de ce dernier à comprendre et transformer son environnement. C'est du moins ce que croient plusieurs auteurs, acteurs du développement et organismes à vocation planétaire et régionale.

La dimension culturelle du développement va être analysée au travers des contributions de ces différents acteurs dont les principales sont énoncées par R. WEBER [1].

2.1 LA CONTRIBUTION DE L'UNESCO

La Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles de 1982, établie à l'occasion de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelle, reconnaît que la culture donne à l'homme la capacité de réflexion sur lui-même. C'est elle qui fait de des Hommes des êtres spécifiquement humains, rationnels, critiques et éthiquement engagés, et c'est par elle que l'on peut discerner des valeurs et effectuer des choix. C'est encore par elle que l'homme s'exprime, prend conscience de lui-même, se reconnaît comme un projet inachevé, remet en question ses propres réalisations, recherche inlassablement de nouvelles significations et crée des œuvres qui le transcendent.

La culture constitue une dimension fondamentale du processus de développement et contribue à renforcer l'indépendance, la souveraineté et l'identité des nations. La croissance a souvent été conçue en termes quantitatifs, sans que soit prise en compte sa nécessaire dimension qualitative, c'est-à-dire la satisfaction des aspirations spirituelles et culturelles de l'être humain. Selon cette Déclaration, le développement authentique a pour but le bien-être et la satisfaction constante de tous et de chacun. A cet effet, il est indispensable d'humaniser le développement, qui doit avoir pour finalité ultime la personne considérée dans sa dignité individuelle et sa responsabilité sociale. Le développement suppose que chaque individu et chaque peuple aient la possibilité de s'informer, d'apprendre et de communiquer son expérience.

Pour cette organisation des Nations Unies, toute culture représente un ensemble de valeurs unique et irremplaçable puisque c'est par ses traditions et ses formes d'expression que chaque peuple peut manifester de la façon la plus accomplie sa présence dans le monde. Dans ce sens, l'affirmation de l'identité culturelle contribue alors à la libération des peuples et inversement, toute forme de domination nie ou compromet cette identité.

L'identité culturelle est une richesse stimulante qui accroît les possibilités d'épanouissement de l'espèce humaine en incitant chaque peuple, chaque groupe à se nourrir de son passé, à accueillir les apports extérieurs compatibles avec ses caractéristiques propres et à continuer ainsi le processus de sa propre création. Enfin, l'identité culturelle d'un peuple se

renouvelle et s'enrichit au contact des traditions et des valeurs des autres peuples, et dans cette perspective, la culture peut être assimilée au dialogue, échange d'idées et d'expériences, appréciation d'autres valeurs et traditions.

Historiquement, selon R. WEBER [1], l'UNESCO s'est distinguée par l'adoption d'une approche holistique afin d'illustrer le rôle clé que joue la culture en matière de développement socio-économique. Un long processus marqué par la Conférence mondiale sur les politiques culturelles MONDIACULT [3], la Décennie mondiale du développement culturel (1988-1997), le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement Notre diversité créative [11], la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement de Stockholm [12], la Déclaration universelle sur la diversité culturelle [13] et la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles [14] ont contribué à appréhender la culture comme un outil pour le développement économique et social de même qu'une finalité et un objectif de développement en soi.

Précisément, les deux ouvrages du Rapport Mondial sur la culture [16], [15], abordent différentes perspectives vis-à-vis du lien entre la culture et le développement. Ils traitent explicitement du besoin d'élaborer des méthodologies afin de mesurer la contribution de la culture au développement humain et des défis qui accompagnent cette démarche.

De manière générale, cette organisation recommande aux Etats de « *faire de la politique culturelle l'un des éléments clés de la stratégie de développement.* »

2.2 LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ONU SUR LE ROLE DE LA CULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT

Soutenant que la culture doit occuper la place qu'elle mérite, l'ECOSOC [2] indique qu'une masse critique de la communauté internationale est pleinement convaincue que, face à la considération de la culture comme quelque chose « d'ornemental » ou de secondaire par rapport au développement durable, l'intégrer et la placer face aux efforts pour le développement constitue une tâche cruciale afin d'affronter une bonne partie des changements globaux de manière plus efficace et durable.

Selon cet organisme, la culture donne son élan à la dimension économique, procure des revenus et de l'emploi, est le moteur de multiples processus de développement et a un impact sur l'esprit d'entreprise, les nouvelles technologies ou le tourisme. La culture apporte créativité et innovation à l'économie, elle est liée à la dimension sociale, constitue l'accélérateur de la résilience et de l'enracinement, apporte des instruments pour combattre la pauvreté, et facilite la participation citoyenne, le dialogue interculturel et l'égalité de droits.

La culture épouse aussi la dimension environnementale parce qu'elle explique les identités et donne conscience de la responsabilité écologique.

2.3 LA VISION DE LA BANQUE MONDIALE ET DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

La conférence sur la thématique « *La culture compte : financement, ressources et économie de la culture pour un développement durable* », organisé par la Banque mondiale en octobre 1999 en Florence, marque la prise en compte, par la Banque mondiale, de la culture dans le développement. James W. WOLFENSOHN, alors président de l'institution affirmait : « *les pauvres sont ceux qui ont le plus de chances de voir leurs traditions, leurs relations, leurs savoirs et leurs savoir-faire ignorés et dénigrés (...). Leur culture peut être à la fois leur actif le plus important et ce qui sera le plus ignoré et le plus détruit par les programmes de développement* » [1].

Cette conférence de Florence se situait dans la suite d'une autre conférence sur « Culture et Développement en Afrique », organisée par la Banque mondiale et l'UNESCO à Washington, en avril 1992 sur le thème central : « *le développement ne se limite pas à la seule croissance économique* ».

Pour sa part, le PNUD dans son Rapport mondial sur le développement humain de 2004 [17] sur le thème « La liberté culturelle dans un monde diversifié », souligne que la protection de la liberté culturelle – entendue à la fois comme la possibilité d'exprimer sa propre identité culturelle et comme le droit de ne pas être discriminé sur la base de son identité culturelle – est aussi importante que la protection des droits de la personne ou la promotion des principes démocratiques. D'après ce Rapport, Mark MALLOCH BROWN, lors Administrateur du PNUD affirmait que « *Si l'on veut que notre monde atteigne les Objectifs du Millénaire pour le développement et puisse, finalement, éradiquer la pauvreté, il doit commencer par relever victorieusement le défi de savoir construire des sociétés intégratrices qui respectent les diversités culturelles* ».

Ledit Rapport a le mérite de « démontrer », avec une argumentation qui est essentiellement économique, que la diversité culturelle n'est ni une menace pour l'unité de l'Etat, ni la source de « heurts » inévitables, ni un obstacle au développement.

Au contraire, la diversité culturelle est au cœur du développement humain : la capacité pour les individus de choisir d'être ce qu'ils souhaitent.

2.4 L'APPORT DE L'EUROPE

Le Rapport « *La culture au cœur* », publié par le Conseil de l'Europe en 1997, fruit du travail d'un groupe indépendant de responsables politiques, de chercheurs et d'administrateurs culturels, se voulait une contribution au débat de la Commission mondiale de la culture et du développement (voir ci-dessus). Il visait à réintégrer dans la société les millions d'Européens déshérités qui se trouvent marginalisés et placer la politique culturelle, elle aussi marginalisée, au cœur de l'action gouvernementale. Dans un chapitre consacré à l'impact économique et social de la culture, il y est affirmé que « *l'art et la culture sont des facteurs stratégiques du développement économique, social et politique à long terme* ».

2.5 LA VISION AFRICAINE DU ROLE DE LA CULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT

R. WEBER [1] relève qu'en Afrique, la prise de conscience de ce nouveau paradigme « culture-développement » a été manifeste dès l'adoption de la « Charte culturelle pour l'Afrique » (Port Louis 1976) et de la « Déclaration sur les aspects culturels du Plan d'action de Lagos » (Addis Abeba, 1985). Aujourd'hui, même si la culture est réduite à la portion congrue dans le NEPAD (Nouveau partenariat pour le Développement), l'Afrique dispose, avec des textes comme la « Charte pour la renaissance culturelle de l'Afrique » (Nairobi/Kartoum, 2006) et le « Plan d'action de Nairobi pour les industries culturelles en Afrique » (2005), ou les textes et Plans d'actions adoptés dans le cadre des ACP ou des organisations régionales, des stratégies qui lui permettent de relever les nouveaux défis qui se posent au développement du continent.

Toutefois, cette prise de conscience de l'importance de la culture dans les processus de développement tarde à se traduire par des actions concrètes, visant à intégrer la culture comme une stratégie, dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques de développement économique et humain.

L'évocation de quelques expériences de développement peut constituer un moyen de conforter les arguments pour une plus grande intégration de la composante culturelle de la société dans les politiques de développement.

3 LA CULTURE DANS LES EXPERIENCES DE DEVELOPPEMENT DES PAYS ASIATIQUES

Dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le Cameroun a opter de prendre comme référence, en matière d'émergence économique, les pays asiatiques compte tenu de leurs expériences de développement remarquable et leur proximité en tant que pays du Sud. Ce choix stratégique nous amène à considérer les variables explicatives de l'émergence de ces pays, y compris la variable culturelle.

Selon P. JUDET [5], « *la plus étonnante histoire à succès de développement économique vient de l'Asie de l'Est ; lancée à partir du Japon, elle a dessiné un gigantesque croissant de prospérité jusqu'aux pays de l'Asie du Sud-Est. On a souvent mis en avant, pour expliquer ce mouvement, le rôle de la culture asiatique, en particulier de la tradition confucéenne encourageant : discipline, travail acharné, frugalité, respect de l'autorité et passion pour l'éducation. Mais le Confucianisme n'est pas seul en cause ; il faut compter également avec le Bouddhisme et le Shintoïsme* ». Cet auteur révèle que si les succès économiques asiatiques peuvent être expliqués par la culture, même partiellement, les implications pratiques en sont immenses. A titre illustratif, dans la perspective de voir si le modèle asiatique peut être appliqué par d'autres pays, une recherche a été entreprise sur la diaspora chinoise (50 millions de personnes). Il en ressort que dans la mesure où la grande majorité des entreprises chinoises de la diaspora relèvent de la propriété familiale, la culture familiale renforce le dévouement, l'oubli de soi, le pragmatisme discret, la cohésion et la souplesse de leur personnel. Cela a également des conséquences sur la taille de l'entreprise : la plupart de ces entreprises sont de petite taille.

D'après G. DONNADIEU [6], le dernier demi-siècle aura conduit beaucoup d'observateurs, parmi les économistes, les sociologues, les historiens, à s'interroger sur les inégales capacités de développement dont les peuples semblent pourvus. Pour en rester à des pays qui se trouvaient à des niveaux comparables à la fin de la seconde guerre mondiale, tous rangés alors parmi les nations du tiers-monde, l'auteur appelle à constater que 50 ans plus tard, bon nombre de pays d'Asie ont réussi leur décollage économique. En effet, « *Après le Japon, premier pays asiatique à s'être lancé voici plus d'un siècle (révolution Meiji, 1867-1868) dans la voie de l'économie moderne et y avoir brillamment réussi, il y eut dans les années 80 la croissance à deux chiffres des cinq petits dragons (Hon Kong, Singapour, Taiwan, Corée du Sud, Thaïlande) dont certains ont atteint le niveau de richesse occidentale* ». DONNADIEU [6] explique cette réussite en exploitant les travaux de Max WEBER et Ernst TROELTSCH sur le rôle du christianisme dans le développement économique occidental. Il arrive à la conclusion que tout comme la religion a jouée un rôle positif dans le développement économique en Europe, la conjonction de deux

religions – le confucianisme et le bouddhisme, a de même contribué à l'essor économique de plusieurs pays asiatiques, le Japon en premier.

Pour J-B ONANA [4] enfin, « *Tout en constatant qu'il n'y a pas d'unanimité quant au rôle que joueraient les facteurs culturels dans la détermination des comportements économiques individuels ou collectifs, on peut affirmer avec quelque certitude que certaines cultures humaines se prêteraient davantage que d'autres aux exigences et contraintes du développement économique moderne. A titre d'exemple, il ne fait pas de doute qu'une culture qui encourage le travail, l'éducation, le sens de l'épargne et une conception restrictive de la parenté aura quelque avantage - du point de vue économique s'entend - sur celle qui favoriserait l'oisiveté, la prodigalité, les hommes* ». Il précise toutefois que « *cela ne signifie nullement que les individus de la première catégorie vont nécessairement réussir, ni que ceux de la seconde vont échouer irrémédiablement. En réalité, de nombreux autres facteurs sont susceptibles d'induire l'échec ou la réussite économique davantage que les caractéristiques culturelles d'une société. Ainsi des politiques économiques et fiscales, des taux de change nominaux ou des mécanismes sociaux de redistribution des ressources nationales.* »

Selon HELLMUT SCHÜTTE [7], la culture influence profondément la façon dont les individus se perçoivent, perçoivent les limites imposées par la société et la place qu'ils y occupent. Ces perceptions sont souvent intériorisées au point qu'il est difficile de les exprimer clairement, mais elles se révèlent dans les comportements et notamment à travers les modes de consommation. C'est l'une des façons pour les individus d'exprimer leur personnalité et leurs aspirations. Si l'Asie est plus hétérogène, sur le plan culturel, que l'Europe, l'importance accordée à l'harmonie sociale est un facteur prépondérant et unificateur commun à toutes les sociétés. Les sociétés asiatiques sont fondamentalement collectivistes, c'est-à-dire que les droits de l'individu sont subordonnés à ceux du groupe, un mode de fonctionnement considéré nécessaire au maintien de l'ordre social. Ce mode de pensée, enraciné dans le confucianisme, le bouddhisme et l'islam, contraste fortement avec l'individualisme occidental.

A l'analyse, sans vouloir porter des jugements de valeurs sur la supériorité ou non de certaines cultures vis-à-vis d'autres, l'auteur démontre que certaines valeurs culturelles caractérisant un groupe social donné, peut le rendre plus apte à contribuer à son développement économique.

A la lumière de ce qui a été développé ci-dessus, il semble véritablement que la culture occupe une place significative dans le développement économique et social des peuples. A cet égard il semble indiqué d'envisager sérieusement de prendre en compte le volet culturel dans le projet de développement local. Quelques modalités peuvent alors contribuer à la promotion des cultures locales, comme préalable à leur prise en compte dans la politique globale de développement de Cameroun, qui passe par une émergence en 25 ans, si l'on arrive à réaliser la Vision 2035.

4 QUELQUES MODALITES A PRENDRE EN COMPTE DANS LE PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN

A ce stade, et sous réserve de recherches plus approfondies, deux modalités peuvent permettre au Cameroun de prendre en compte les cultures locales dans le projet national de développement à long terme. Nous évoquerons l'éducation et la valorisation des langues locales.

4.1 L'EDUCATION : UN FACTEUR DE PROMOTION ET PERENNISATION DES CULTURES LOCALES

J-B ONANA[4] suggère s'agissant des pays en développement, que l'accent soit particulièrement mis sur deux aspects importants de l'éducation : « *l'éducation civique - à la frontière du politique et du culturel - qui est primordiale dans les sociétés multiraciales, pluriethniques ou pluri-religieuses, en ce sens qu'elle fédère diverses aspirations en une conscience citoyenne d'appartenance à une seule et même nation, au-delà des particularismes culturels par ailleurs revendiqués et entretenus ; et l'éducation économique, nécessaire parce qu'elle valorise l'activité productive tout en préparant la jeunesse aux exigences d'une économie en voie de modernisation.* » Il relève, afin de mettre en exergue le rôle de l'éducation dans la diffusion et la consolidation des valeurs culturelles d'une société que, « *... l'Amérique latine offre un contre-exemple instructif pour l'Afrique : malgré l'existence d'une petite élite qui a le souci et les moyens de former ses enfants à l'exercice des professions intellectuelles les plus prestigieuses - avocat, médecin, expert-comptable, magistrat, professeur, banquier, industriel, etc. - le système éducatif a largement forgé des mentalités qui discréditent le monde des affaires, de la science et de la technologie au profit d'un humanitarisme abstrait* ».

A l'évidence, le Gouvernement camerounais doit non seulement porter une attention particulière sur l'éducation dans le but constituer une main d'œuvre de qualité à même de contribuer efficacement à la production de richesses, mais aussi, diffuser et promouvoir les cultures locales.

Cette thèse est confortée par la Déclaration de l'UNESCO [3], selon laquelle le développement global de la société exige des politiques complémentaires dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science et de la communication, afin d'établir un équilibre harmonieux entre le progrès technique et l'élévation intellectuelle et morale de l'humanité. L'éducation est par excellence un moyen de transmission des valeurs culturelles nationales et universelles et doit permettre d'assimiler les connaissances scientifiques et techniques sans porter atteinte aux capacités et aux valeurs des peuples. Il faut aujourd'hui une éducation globale et novatrice, visant non seulement à informer et à transmettre, mais aussi à former et à renouveler ; une éducation qui permette aux élèves de prendre conscience des réalités de leur temps et de leur milieu, qui favorise l'épanouissement de la personnalité, qui enseigne l'autodiscipline, le respect d'autrui, la solidarité sociale et internationale, qui prépare à l'organisation et à la productivité, à la production de biens et de services vraiment nécessaires ; qui incite au renouvellement et stimule la créativité. Enfin, la même Déclaration recommande de revaloriser les langues nationales comme véhicules du savoir.

4.2 LA REVALORISATION DES LANGUES NATIONALES COMME MECANISME DE TRANSMISSION ET DE CONSOLIDATION DES IDENTITES CULTURELLES DES PEUPLES AU CAMEROUN

La relation entre langues et cultures locales est établie et est indicative de l'importance que l'on doit accorder à la revalorisation des langues camerounaises. Au sujet de cette relation, NDONGO MBAYE [8] cite AGUESSY, qui affirme : « *quand nous parlons de l'oralité comme caractéristique du champ culturel africain, nous pensons à une dominante et non à une exclusivité. En ce sens, l'oralité est le fait pour une culture de privilégier l'aspect oral dans l'acquisition et la transmission des connaissances et des valeurs, tout en disposant d'un moyen de fixation spécifique* ».

Si pour la SIL [9], les langues locales sont un moyen pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, il faut reconnaître qu'elles premièrement un moyen de communication, de transmission et pérennisation de la culture de générations en générations. C'est dans ce sens que l'on peut comprendre STENDHAL [10] lorsqu'il dit : « *Le premier instrument du génie d'un peuple, c'est sa langue* ».

Compte tenu du lien étroit entre les langues locales et la culture, il serait très indiqué de les promouvoir afin d'éviter la disparition de certaines cultures locales déjà très menacées d'extinction. Si l'on doit reconnaître que le choix des pouvoirs publics après la colonisation, d'instituer comme langues officielles le Français et l'Anglais au Cameroun a condamné les langues locales à une disparition programmée, il faut saluer l'initiative du Gouvernement qui depuis quelques années s'est engagé dans une politique de revalorisation desdites langues, entreprise chère au défunt Professeur Maurice TADADJEU. Bien qu'elle ne soit pas encore véritablement effective et qu'elle se heurte à la difficulté qu'impose la multiplicité linguistique du Cameroun, l'on est en droit de penser qu'il s'agit d'une démarche salutaire.

5 CONCLUSION

En conclusion, il était question d'analyser la pertinence de la prise en compte de la dimension culturelle de la société camerounaise, dans le projet national d'émergence à l'horizon 2035. Consécutivement à cela, nous avons posé comme hypothèse que l'identification des modèles culturels sociaux et leur prise en compte dans la formulation de la politique de développement du Cameroun pourrait constituer un atout significatif à la réalisation d'un développement inclusif et durable au Cameroun. Cette hypothèse a pu être vérifiée par l'analyse de la dimension culturelle du développement, qui a permis de démontrer, au travers de contributions d'institutions à caractère planétaire et régionale, que la culture occupe une place prépondérante dans tout processus de développement. Lesdits organismes recommandent par ailleurs aux Etats de promouvoir la diversité culturelle et d'intégrer le plus possible la culture dans leurs politiques de développement. En outre une analyse du rôle de la culture dans les expériences de développement des pays asiatiques, a également permis de conforter la thèse de la prégnance des valeurs culturelles dans le processus d'émergence économique et sociale. Sur la base de cette démonstration, il nous a semblé nécessaire de suggérer la promotion de la culture au travers de l'éducation comme instrument de diffusion de normes et valeurs culturelles, et la revalorisation des langues locales comme mécanisme de transmission et de pérennisation des cultures locales. Au terme de cette étude, il apparaît que la pertinence de la prise en compte des cultures locales dans la définition et la mise en œuvre de la politique de développement de Cameroun est avérée, et que cette intégration nécessite au préalable des investissements dans l'éducation et la promotion des langues locales.

REFERENCES

- [1] Raymond Weber (2009) : « Culture et développement : vers un nouveau paradigme ? », Campus Euro-Africano de Cooperacao Cultural, Maputo.
- [2] ECOSOC (2013), Commission de culture de CGLU « Le rôle de la culture dans le développement durable doit être reconnu explicitement », disponible sur www.agenda21culture.net
- [3] UNESCO (1982). MONDIACULT: Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles. Conférence mondiale sur les politiques culturelles. Mexico: UNESCO, 26 juillet-6 août 1982. Disponible sur <http://portal.unesco.org/culture/fr/>
- [4] J.B. ONANA, « De la relation entre culture et développement : leçons asiatiques pour l’Afrique ». Disponible sur <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/068096.pdf>
- [5] Pierre JUDET (1996), « Le succès asiatique est-il transférable ? La réponse pour les pays qui cherchent à reproduire les succès asiatiques n’est pas d’essayer de transplanter la culture asiatique sur un terrain qui lui est étranger mais d’exploiter leurs propres traditions culturelles au profit des valeurs qui exaltent la discipline, le travail acharné et l’esprit d’entreprise ». Source BERGER, Peter L. in. Asia Wall Street Journal, 1994/04/20 (Etats unis).
- [6] Gérard DONNADIEU, (2001), *Confucius et Bouddha : sources du développement asiatique ?*, Université Panthéon-Sorbonne, Paris. Disponible sur <http://www.buddhaline.net>
- [7] HELLMUT SCHÜTTE, *La culture asiatique et le consommateur mondialisé*, consulté le 23 juin 2013 sur http://www.lesechos.fr/formations/marketing/articles/article_2_12.htm
- [8] NDONGO MBAYE, langues et développement en Afrique, association française pour la lecture : les actes de lecture n°30 (juin 1990).
- [9] SIL (2008), *Les langues – un facteur clé de développement*,. Disponible sur www.sil.org
- [10] Elodie GÉRÔME (2001), *La langue, vecteur de la culture* . Disponible sur <http://diversitesmondiales.com>
- [11] UNESCO (1995). Notre diversité créatrice. Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement. Paris : UNESCO.
- [12] UNESCO (1998), Plan d’action sur les politiques culturelles pour le développement. Adopté à la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement, Stockholm, 30 Mars-2 Avril 1998.
- [13] [13] UNESCO (2001). Déclaration Universelle de l’UNESCO sur la diversité culturelle. Paris : UNESCO. Disponible sur <http://unesdoc.unesco.org/>
- [14] UNESCO (2000). Rapport Mondial sur la Culture, 2000 : Diversité culturelle, conflit et pluralisme. Paris : UNESCO.
- [15] UNESCO (1998). Rapport Mondial sur la culture : Culture, Créativité et Marché. Paris : UNESCO.
- [16] PNUD, (2004), Rapport mondial sur le développement humain 2004 : La liberté culturelle dans un monde diversifié, ECONOMICA, Paris.
- [17] Communiqué final de la conférence afro-asiatique de Bandoeng, 24 avril 1955.
- [18] Alfonso CASTELLANOS RIBOT (2009), Rapport sommaire des ateliers régionaux de consultation en Afrique, en Asie Pacifique, en Amérique latine et Caraïbes pour le Cadre de l’UNESCO pour les statistiques culturelles 2009.
- [19] Arnaud PARIENTY (2002), *La culture influence-t-elle la croissance ?*, Alternatives Economiques Hors-série n° 053 - juillet 2002.
- [20] AFD (Agence française de développement): *culture and development: a review of literature*. The continuing tension between modern standards and local contexts, Working Paper n. 50, novembre 2007.
- [21] UNESCO (1986). Cadre de l’UNESCO pour les statistiques culturelles. Statistical Commission and Economic Commission for Europe, UNESCO, Conference of European Statisticians. Third Joint Meeting on Cultural Statistics, 17-20 Mars 1986. CES/AC/44/11. 13 Février 1986.
- [22] ETOUNGAMA NGTJÉLÉ (D.), *L’Afrique a-t-elle besoin d’un programme d’ajustement culturel?* Ivry-sur-Seine, Nouvelles du Sud, 1991, 289 p.
- [23] Joseph BRUNET-JAILLY, *La contribution des langues au développement : un parti et une application au domaine de la santé*, publication scientifique de l’IRD. Source: Cahiers des Sciences Humaines, 1991, 27 (3-4), p. 315-341. ISSN 0768-9829, disponible sur http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes.